

ARRÊTÉ
DE RENOUELEMENT DE DETACHEMENT
DE M. OU M^{ME} [NOM PRENOM]
[GRADE]

Le Maire (ou le Président) de [collectivité ou établissement public],

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le code de la défense, et notamment son article L.4139-2,

Vu le décret n°86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration,

Vu le décret n°[numéro de décret] du [date] portant statut particulier du cadre d'emplois des [cadre d'emplois d'accueil],

Vu l'avis de la Commission nationale d'orientation et d'intégration en date du [date],

Vu l'arrêté en date du [date] plaçant M. ou Mme [Nom, Prénom] en position de détachement à compter du [date] pour une durée de [durée],

Considérant qu'il est nécessaire de maintenir l'agent en position de détachement pour une année supplémentaire sur l'emploi occupé,

OU

Considérant qu'il est nécessaire de maintenir l'agent en position de détachement pour une année supplémentaire sur un nouvel emploi,

ARRÊTE

Article 1 : M. ou Mme [Nom, Prénom], [grade], est maintenu(e) en position de détachement auprès de [administration d'accueil] à compter du [date] pour une durée de 1 an.

Article 2 : Pendant cette période, M. ou Mme [Nom, Prénom] est classé au [échelon] échelon du grade de [grade], IB [IB], IM [IM]. Il (elle) conserve ses droits à l'avancement et à la retraite dans son corps d'origine. Cet avancement est sans influence sur sa situation individuelle dans l'emploi de détachement.

Article 3 : A l'issue de la période de détachement, M. ou Mme [Nom, Prénom] devra solliciter par écrit sa réintégration dans son corps d'origine ou son intégration dans le cadre d'emplois d'accueil au plus tard trois mois avant le terme du détachement.

Article 4 : Il peut être mis fin au détachement avant le terme fixé par le présent arrêté à la demande :

- Soit de l'administration d'accueil ou de l'administration d'origine, au moins trois mois avant la date effective de fin de détachement et après avis de la Commission nationale d'orientation et d'intégration,
- Soit de M. ou Mme [Nom, Prénom].

Article 5 : Le Secrétaire Général (ou le Directeur Général) est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée au :

- Président du Centre de gestion,
- Comptable de la collectivité.

Fait à [commune], le [date]
Le Maire (ou le Président),

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Notifié le [date]

Signature de l'agent :